

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21819 - 80ÈME ANNÉE

VÀ LA RÉUNION, EMMANUEL MACRON RENCONTRE DES AGRICULTEURS, AFFECTÉS PAR LE CYCLONE GARANCE

En visite à La Réunion, le président de la République a échangé avec le monde agricole, durement affecté par le cyclone Garance qui a suivi un épisode de sécheresse inédit. Le chef de l'État promet un dispositif d'urgence d'ici juin et une consolidation des filières locales mais les agriculteurs attendaient des annonces fortes pour relancer la production réunionnaise, en vain.

"Il faut s'adapter de manière récurrente à ces événements" a constaté Emmanuel Macron, devant le monde agricole réunionnais, réunis à Saint-André (nord-est). Rappelant *"l'effort fait"* de 244 millions d'euros, dont 145 millions pour la filière canne et sucre, Emmanuel Macron a plaidé en faveur d'un *"dispositif d'urgence Réunion"*, tout en appelant à *"renforcer ce qui a été fait"* et à *"bâtir une nouvelle étape"*.

BEAUCOUP DE PROMESSES

À quelques semaines de la campagne sucrière, qui suscite de vives inquiétudes dans la filière, Emmanuel Macron s'est engagé à *"améliorer l'accompagnement à l'hectare, dans les zones les plus touchées"*. *"À situation exceptionnelle"* un *"dispositif exceptionnel"* d'urgence sera mis en place d'ici juin pour *"sécuriser"* la production, *"avec un regard particulier"* sur la filière canne et sucre, en concertation avec le préfet, la Région, le Département et les représentants du monde agricole.

Pour *"la suite"*, Emmanuel Macron a appelé à *"renforcer (...) ce qui a déjà été fait et qui*

est un succès du modèle réunionnais". Il s'agit dans un premier temps de *"bâtir une nouvelle étape dans les débouchés et la transformation"*, ce qui signifie *"mieux valoriser"* la production *"en aval"* sous le contrôle *"régional et national"* en pérennisant les dispositifs.

Dans un second temps, il s'agit de *"bâtir (...) une vraie stratégie régionale"* dans l'océan Indien car *"nous avons contribué à créer des contraintes qui nous séparent de la région"*. Pour Emmanuel Macron, l'important est de renforcer les importations et exportations avec les voisins de l'océan Indien, afin de lutter contre la vie chère.

Pour cela, il souhaite la création de *"standards communs"* dans la région. Une remarque qui pourrait être débattu lors du Sommet des chefs d'États de la COI à Madagascar ce 23 avril, dans le cadre des débats sur la sécurité alimentaire seront abordées.

"LE DERNIER POINT, C'EST L'EUROPE".

"On va se battre pour avoir un bon budget (...) en accroissement" a assuré Emmanuel Macron, qui veut aussi *"augmenter et moderniser le POSEI qui ne répond plus aux besoins"* et *"flexibiliser"* les instruments. Alors que le budget de l'Union européenne est en difficulté, avec la baisse des subventions de plusieurs pays, dont la France.

Concernant la situation de la filière pêche, absente lors de cette rencontre, Emmanuel

Macron a dit avoir *"honte de ce qu'on a fait depuis six ans pour la pêche". "On gère nos flottes de pêche avec des mécanismes comme si nous étions dans le Golfe de Gascogne"*, raison pour laquelle ce dernier souhaite, pour La Réunion, un renouvellement des flottes similaires à la Guyane.

"On a besoin de moderniser le cadre des RUP, de prendre en compte le bassin dans lequel ces territoires évoluent", qui font face à la concurrence des pays de leur région. *"On va agir ensemble avec ces trois temps : l'urgence, la consolidation et les liens océan Indien et Europe"* a résumé le chef de l'État à l'issue de cette séquence agriculture. Emmanuel Macron *"a bien pris la mesure de ce que nous vivons actuellement"* a estimé le président de l'Odeadom, Joël Sorres, qui s'attend à *"plus de détails"* au mois de juin.

DÉCEPTION

"Il a annoncé des mesures qui rassurent mais qui ne sont pas suffisantes" a réagi sur Outremer360°, le président du Département, Cyrille Melchior. *"Le président de la République a posé une trajectoire pour le futur"*, car il a évoqué l'intégration régionale ou encore, la contribution de l'Europe. Cependant, ce dernier *"ne désespère pas qu'il y aura des efforts supplémentaires de la part de l'État et de l'Union européenne"*.

Du côté des agriculteurs, le compte n'y est pas. Ces derniers attendaient fermement des aides pour se relever de leur situation catastrophique. A lieu de cela, ils ont eu droit à des dispositifs qui ne devraient pas améliorer le secteur agricole réunionnais. *"On a besoin de donner des signaux forts à nos agriculteurs sur le terrain, qui sont dans des difficultés graves. La passion ne nous nourrit pas, on a besoin de vivre de notre métier"*, a indiqué à Réunionla1ère, le président de la Chambre d'agriculture de La Réunion, Olivier Fontaine.

Un avis partagé par Stéphane Sarnon, président de la FDSEA et agriculteur, qui a

indiqué qu'*"on attendait une annonce à nos attentes mais ce n'est pas le cas. (...) On est déçus de sa venue par rapport à nos difficultés actuelles"*. D'autant plus que sur le dossier de la prise en charge des surcoûts à l'hectare de canne, rien n'a bougé. Stéphane Sarnon a expliqué qu'*"on avait déjà travaillé avec le ministre des Outre-mers sur ce dispositif. Ce n'est pas suffisant, il faut de la trésorerie, une enveloppe exceptionnelle pour relancer la filière canne et toutes les autres autour"*.

Serge Hoareau, le vice-président du conseil départemental en charge des affaires agricoles, tente l'apaisement, en indiquant que *"le président de la République est venu rassurer le monde agricole. Ses annonces ne sont peut-être pas à la hauteur de ce qui était attendu, mais au moins, il a donné une fenêtre de tir pour compléter les aides exceptionnelles que l'Etat met en place et pour préparer la saison 2026"*.

EMMANUEL MACRON MILITARISE LA RÉGION OCÉAN INDIEN

Alors que le ministre de l'Outremer, Manuel Valls, avait annoncé la mise en place d'une base militaire à Mayotte, le président Emmanuel Macron a décidé de renforcer la présence militaire à La Réunion.

Emmanuel Macron, en visite à La Réunion ce mardi 22 avril, a annoncé un renfort de plus de 200 militaires à La Réunion dans le cadre de la stratégie indo-pacifique, qui vise à préserver dans l'Indopacifique, *"un ordre fondé sur le droit participant donc pour la France au maintien d'un environnement géostratégique global favorable à ses intérêts nationaux, ainsi qu'à son ambition universaliste"*, a expliqué Céline Pajon, experte pour Vie-publique.fr.

La région indopacifique, qui s'étend des côtes orientales de l'Afrique à l'Océanie et couvre l'océan Indien et l'océan Pacifique, représente de fait *"une zone stratégique"*

décisive à un triple titre : devenue le moteur économique du monde, elle est aussi le lieu où les normes internationales sont de plus en plus remises en question, notamment sur le plan maritime, et enfin l'arène où se joue le futur ordre mondial façonné par la rivalité sino-américaine", d'après cette dernière.

Après le dépôt de gerbe au monument aux morts à Saint-Denis le 22 avril, Emmanuel Macron s'est adressé à la presse, assurant que *"la France est le 1er pays au monde et en Europe a articulé une stratégie indo-pacifique. Nous avons mis des moyens sur ces dernières années, nous allons par exemple ici à La Réunion augmenter de 200 le nombre de militaires qui sont présents"*.

Ainsi, *"nos Fazsoi vont passer de 1600 à 1800, c'est une présence stratégique qui est majeure. Dans la zone indo-pacifique, nous sommes donc à plus de 8 000 militaires avec les meilleurs équipements maritimes, terrestres et aériens. C'est quelque chose qu'on a anticipé et c'est pour ça que j'ai voulu être présent à Madagascar pour le 5e sommet de la Commission de l'océan Indien", assuré le chef de l'Etat.*

LA PLATEFORME RÉUNIONNAISE TRANSMET AU CHEF DE L'ETAT UN NOUVEAU MANIFESTE

Au cours d'un entretien dans la soirée du 22 avrils entre le Président de la République, Emmanuel Macron et la maire de Saint-Denis, Éricka Bareigts, cette dernière lui a remis un courrier et un manifeste de la Plateforme Réunionnaise. Ce "Manifeste pour une Réunion Résiliente" tire les enseignements de la gestion post-Garante et pour l'autosuffisance alimentaire comporte des propositions issues d'un travail collectif organisé notamment lors des deux séances de la Conférence Péï.

De plus, dans un courrier adressé au chef de l'Etat, les membres de la Plateforme réunionnaise ont indiqué :

"Monsieur le Président de la République,

Les membres de la Plateforme Réunionnaise, regroupant plusieurs partis progressistes de La Réunion, vous adressent ce manifeste à l'occasion de votre visite dans notre île. Ce document fait suite à un premier manifeste remis à monsieur le Ministre d'État et Ministre des Outre-mer, Manuel Valls. Il se veut être une réflexion approfondie sur les défis et les opportunités que notre territoire doit affronter pour assurer sa résilience au regard des derniers événements climatiques.

Alors que l'ensemble des collectivités, des acteurs locaux et des citoyens est au travail, chacun à sa place pour relever le territoire des désordres de Garance et de l'épidémie de Chikungunya, vous lirez dans la présente l'expression d'un sentiment de ne pas être suffisamment associés aux politiques générales. Nous demandons à nouveau une méthode de coconstruction plus efficace car la frustration et la colère montent chez une grande partie des Réunionnaises et de Réunionnais.

Tous sont très attachés à la France et à l'Europe, au rôle qu'ils ont et souhaitent prendre leur place dans cet ensemble. Tous considèrent qu'il est maintenant l'heure, à La Réunion, de construire ensemble la feuille de route commune de notre population sur son territoire.

C'est pourquoi nous demandons à nouveau une réunion de la Conférence Territoriale de l'Action Publique élargie à l'ensemble des collectivités et aux citoyens.

Il s'agit d'appeler notre intelligence collective pour imaginer une plus grande protection du territoire réunionnais et de ses habitants, de contribuer activement à l'inscription prioritaire des voies et moyens nécessaires à celle-ci. Cette Conférence Territoriale de l'Action Publique élargie apportera sa contribution au prochain Comité Interministériel des Outre-mer auquel nous souhaitons participer.

Au-delà, nous devons, impérativement et rapidement, disposer d'une loi-programme que nous appelons de tous nos vœux. Celle-ci doit être à la hauteur des enjeux et défis de La Réunion d'aujourd'hui (vie chère, parcours d'insertion, système de santé...) et de demain. La durabilité en sera une exigence prioritaire. Face aux défis climatiques et environnementaux, notre modèle de développement doit impérativement s'inscrire avec cette volonté. L'accompagnement de l'État, tant en ressources que financièrement, est essentiel pour garantir la réussite de cette démarche et en faire un démonstrateur d'une relation vertueuse et respectueuse de l'État et de ses territoires d'Outre-mer.

Une nouvelle illustration en est votre visite dans l'océan Indien qui vise à y renforcer la stratégie française. Localisés au cœur de cet espace, nous souhaitons être plus étroitement associés à la définition de celle-ci puisque cette question géostratégique nous touche directement, notamment notre sécurité. Il nous semble donc indispensable que cette réflexion associe localement les parties prenantes institutionnelles et les expertises du territoire, par exemple dans le domaine de la recherche, afin de concevoir une stratégie partagée et des dispositifs actionnables au profit de nos territoires et de nos populations.

La Réunion, avec ses infrastructures de santé, de recherche et ses nouvelles technologies, son potentiel économique et agricole, doit jouer un rôle central dans cet espace régional. À ce titre, elle devrait être mise au premier rang des stratégies de coopération et de partenariat que l'État souhaite y développer. Force est de constater que ce n'est pas le cas.

Un exemple : alors que La Réunion est dotée de nombreux parcours de formations performantes, universitaires, et techniques, le confort de ce socle pourrait faire de La Réunion un pôle régional d'enseignement et de diffusion de la culture française.

Il est surprenant de voir que les îles environnantes développent de manière opportune des partenariats avec de grandes écoles françaises pour en devenir le relais dans la zone. Ainsi, l'école d'architecture de Nantes est en partenariat avec un institut d'enseignement mauricien alors que La Réunion a dû se battre y compris avec le Ministère de la Culture pour enfin, après 20 ans, avoir une école d'architecture autonome et de plein exercice.

Cet exemple montre qu'avec l'engagement et l'appui de l'État, La Réunion pourrait valoriser à l'échelle de l'espace océan Indien de réels savoir-faire, dans de nombreux domaines, avec des impacts économiques importants pour notre territoire et des débouchés pour répondre aux attentes des jeunes Réunionnais et enrayer une « fuite des cerveaux » qui s'amplifie faute de perspectives.

Nous vous remercions de votre attention et espérons que ce manifeste contribuera à une meilleure compréhension des enjeux réunionnais et à une action concertée pour l'avenir de notre île.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre haute considération.

- Éricka BAREIGTS, maire de Saint-Denis, 1ère fédérale du Parti socialiste
- Maurice GIRONCEL, maire de Sainte-Suzanne, responsable du PCR
- Olivier HOARAU, maire du Port, président d'Ansanm
- Patrice SELLY, maire de Saint-Benoît, président de Banian
- Jacques TÉCHER, maire de Cilaos
- Audrey BÉLIM, sénatrice
- Christophe ESTÈVE, Référent Place Publique Réunion
- Philippe NAILLET, député
- Geneviève PAYET, secrétaire régionale les Ecologistes - EELV"



ZISTWAR TIKOK, PAR CHRISTIAN FONTAINE... ZISTWAR AN KRÉOL DANN TÉMOIGNAGES -49- LA KAZ TIKOK

Promié tan, la kaz bann Biganbé navé dé piès minm parèy sad bann Maksimin, soman té kouvèr an tol. Malérezman, siklone 48 la ni, la lèw lo ti bikok, la saroy sa an boit zalimèt, la dépoz sa anfoutan, bordaz la ravine laba.

Eré set'ané-la gramoun Biganbé lavé lésans zernionm ramasé : dé lestayon* èk détroi boutèy bien kasièt anlèr park poul. Tout-suit po tout-suit, li la kour la boutik sinoi, la vann lo pé 32 500 F CFA (té i vo plis ke sa, mé-soman kosa ou'a fé ? Kank ou la bézoin ou pé pa fé ti bous !) Séfé èk son ti lékonomi, gramoun Biganbé la yabou romèt son ti kaz dobout. La ziska azout dé piès ansanm. Té i artonm in paviyon kat piès ; troi piès planséyé, inn san plansé (la sanm an tèr, po lav lo pié an-ndan, lo soir). Apréla, la fami la grandi. An 62, Maryot la gingn son brové, la bèk in plas ranplasant lao Bézav. Séfé Madanm Biganbé la fé in rényon fami, la di :

« *In métrès lékol i pé pa rèt dann kaz rienk kat piès !*

- *Konbien ou i gingn mèt, ou Maryot ? Biganbé la di.*

- *10 000F* » Maryot i di.

Lo kaz té i fé 6 piès so-kou-si. Pardovan, si la droit anpartan lavé la sanm bann gramoun èk sad bann ti zanfan. Dann milié té lo salon, ek lo tab-ron si in koté, in nti li dann koin po gromèr Tisia, apréla té i tonm lo salamanzé (té i vien n'bati) zistorézon : avansa, tout té i manz dan la kizine, asiz si in tabouré atèr. Déyèr, in sanm an tèr po lav lo pié épi po bann gran garson dor an-ndan. Koté, lavé la sanm bann fi épi in magazin po ramas tout zafèr zot i komans pran angro la boutik.

Po fini, lèrk Maryot la maryé en 65, té fine koz salon n'bal tout, soman gramoun Biganbé, Arsinn, Férié, Zilyinn tout banna, la di porézon : « *La pa akoz Maryot lé métrès lékol, ni sar fé lo fièr zordi ! Anon fé in salvert*, na kraz larobé* tèr-la minm, nora plis lanbians, épi moin dépans !* ». Fami lo zann* osi la tonm dakor po in salvert. I fé k' tout domoun la entouré, la donn la min, la parti rod fèy palmis, fèy koko, lantanié, banbou, fouzèr, tousala...Tikok, zot i pé kroir, té pa dernié po mont anlèr pié koko.

Lo salvert, ziskalèr, i artonm lo sétyinm piès lo kaz sis piès.

Christian Fontaine

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433